

Nouveau cri d'alarme des médecins hospitaliers face à la "maltraitance" de l'hôpital public

le



Des personnels hospitaliers rassemblés le 20 mars 2018 devant le ministère de la Santé à Paris pour dénoncer leurs conditions de travail

Une trentaine de médecins hospitaliers se sont rassemblés mardi devant le ministère de la Santé, pour réclamer une rencontre avec la ministre Agnès Buzyn à laquelle ils ont adressé une lettre ouverte dénonçant une "maltraitance" de l'hôpital public.

"Cela fait des mois que nous attendons une réponse de la ministre", explique Olivier Varnet, secrétaire national des médecins hospitaliers Force ouvrière. "Aujourd'hui nous avons décidé de venir quand même car la politique du gouvernement entraîne des décès sur les lits d'hôpitaux", a-t-il ajouté.

Comme dans leur première lettre adressée à la ministre en septembre 2017, les médecins hospitaliers s'alarment d'une "pénurie médicale organisée", de fermetures de lits, de services et d'hôpitaux avec l'accélération des Groupements hospitaliers de territoires (GHT) ou encore d'embouteillages aux urgences.

→

21

"Nos revendications sont inchangées. Le problème c'est l'étranglement budgétaire et l'absence de contre-pouvoir à la direction dans les hôpitaux", explique le Dr Claire Gekiere, une psychiatre hospitalière de Savoie, qui parle de "maltraitance du personnel médical".

"Les hôpitaux sont gérés comme des entreprises mais on est le service public, on ne peut pas parler en termes de rentabilité financière", déplore Sylvie, une médecin-hospitalière, en agitant une banderole barrée du slogan: "Non au seul pouvoir du directeur de l'hôpital".

Les manifestants souhaitent "redonner un pouvoir décisionnel aux Commissions médicales d'établissement (CME)" qui, depuis la loi Hôpital Santé Territoire de 2009, ne sont plus que consultatives.

"N'avons-nous pas une responsabilité vis-à-vis de nos patients?", s'insurge de son côté Yves Kottelat, secrétaire général FO de la Fédération des personnels des Services publics et de santé, alors que des manifestants déclament le serment d'Hippocrate.

1.220 médecins hospitaliers de différents établissements publics de France ont signé à ce jour la lettre ouverte interpellant la ministre.

Une délégation de 7 représentants a été reçue en fin de matinée par des représentants du cabinet d'Agnès Buzyn. La rencontre n'a cependant débouché sur aucune annonce ni date de rencontre avec la ministre.

"Je constate que la ministre ne reçoit pas une délégation représentant plus de 1.200 signataires. Nous nous sentons méprisés", a réagi le Dr Cyrille Venet qui a annoncé qu'ils "allaient continuer le combat" et participer à la journée de mobilisation du 22 mars.

0 RÉACTION

SCIENCES
AVENIR

© Sciences et Avenir - Les contenus, marques, ou logos du site sciencesetavenir.fr sont soumis à la protection de la propriété intellectuelle.

